

Sud

Solidaires, unitaires, démocratiques

RENAULT

GUYANCOURT – AUBEVOYE

1 AVENUE DU GOLF 78084 GUYANCOURT CEDEX
API : FR TCR LOG 0 23

CR : ☎ 01 76 83 22 93 📠 06 82 55 83 16 📠 01 76 89 12 36
TA : ☎ 01 76 87 63 09 📠 06 04 18 63 89 📠 01 76 89 02 85

sud.guyancourt@renault.com

sud.aubevoye@renault.com

www.sudrenault.org

Union
syndicale
Solidaires
industrie

Tract N°14 Juin 2015

C.I.R. (Crédit Impôts Recherche) :

Pompe à fric de Renault ! De l'argent public pour enrichir nos dirigeants et les actionnaires...



Minutes du COMITE D'ETABLISSEMENT DE GUYANCOURT

Séance extraordinaire du 26 Février 2009 : M. LE PRESIDENT

(M. OLLIVIER B. Directeur des Etablissements d'Ingénierie France) :

« *D'abord, il n'y a rien de déshonorant d'être une pompe à fric.* »

Le CIR, un outil pour créer des emplois et développer la recherche ?

Depuis de nombreuses années, les gouvernements successifs exonèrent d'impôts les entreprises pour les rendre plus « compétitives » et pour qu'elles créent des emplois : C.I.R., CICE, exonérations de charges pour l'emploi des jeunes, des anciens, Tout cela sans contrôle et surtout sans se donner les moyens de le faire.

En 2013, le CIR représentait à lui tout seul un coût budgétaire de 5 milliards pour l'état français. Il est une aubaine par les entreprises, pendant que les ménages plient sous l'alourdissement des impôts.

Le bilan est tellement accablant, avec plus de 5 millions de demandeurs d'emplois toutes catégories confondues, des milliers de jeunes et d'anciens dans la précarité (stages, CDD à répétition), des caisses d'organismes sociaux déficitaires (Sécu, retraites, chômage, santé, éducation, etc...), **que la cours des comptes a fini par demander... des comptes !!!!**

Surtout que dans le même temps les grosses entreprises du CAC 40 affichent d'énormes profits.

Commission d'enquête du sénat

Pour continuer à justifier le CIR le sénat a nommé une commission d'enquête ad hoc, composée de sénateurs (dont certains sont aussi des chefs d'entreprises) qui pour la plupart, défendent depuis des années cette politique libérale de transfert de l'argent public vers les entreprises. Les mêmes ne se privent pas de qualifier « d'assistés » les allocataires du chômage ou de la CMU.

Cette commission d'enquête s'est ingéniée à surtout ne pas poser les questions qui fâchent et a convoqué à ses travaux principalement des chefs d'entreprises qui ont bien sûr justifié l'utilité du CIR.

Mais patatras ! Un reportage de « l'œil du 20H » sur France 2 démontre preuves à l'appui que certaines entreprises **dont Renault** ne se cachent pas d'utiliser le CIR comme « pompe à fric » et que leurs effectifs et budgets R&D en France sont en baisse constante malgré le bénéfice du CIR.

<http://blog.francetvinfo.fr/oeil-20h/2015/05/06/video-optimisation-fiscale-renault-ne-cale-pas-sur-le-credit-impot-recherche.html>

Les sénateurs mécontents ont donc dû convoquer des dirigeants de Renault pour qu'ils viennent se défendre...

L'enfumage de la direction ou comment les sénateurs CIRent les pompes de la direction de Renault.

Voilà donc Messieurs Gascon et Thormann mécontents, obligés de justifier la politique menée par Renault depuis longtemps pour bénéficier de ce CIR.

A coup de chiffres mêlant investissements et embauches en France, mais en se gardant bien de parler de la baisse continue des effectifs ingénieries en France, en s'épargnant d'évoquer la sous-traitance à outrance et l'externalisation vers les RTX, ils ont réussi à convaincre les sénateurs (qui ne demandaient que ça) que Renault était bien l'entreprise vertueuse et phare de l'industrie française.

Certains sénateurs allant même jusqu'à demander que le président de France 2 vienne s'expliquer devant la commission pour avoir osé mettre en doute l'intégrité de nos chers (très chers) dirigeants : « C'est scandaleux de mettre en cause à une heure de grande écoute une entreprise fleuron de notre industrie Française !... »

Mais petit couac quand un sénateur a bêtement demandé aux dirigeants de Renault pourquoi ils n'avaient pas fait de démenti... Réponse : « Euh ! On ne veut pas rajouter de l'eau à leur moulin !! » Dès le début et n'ayant rien à opposer face aux vérités, la direction n'a jamais voulu répondre aux sollicitations de France 2 pour participer au reportage.

<http://videos.senat.fr/video/videos/2015/video28510.html>
<http://videos.senat.fr/video/videos/2015/video28511.html>

On respecte la loi ! CIRculez y'a rien à voir !

La direction avait bien mis en place ses filiales RDREAM, IDVE et transformé IDVU dès 2009 pour augmenter mécaniquement le CIR, chaque filiale bénéficiant de son propre CIR en plus de Renault SAS. Rien que pour 2014, ce montage dégage un résultat de 143 M€ de CIR.

Mais contrairement à ce qui est avancé, le site de Rueil est passé à la trappe et l'ingénierie France a perdu 823 personnes en activités entre 2013 et 2014.

Qu'importe, la « pompe à fric » du CIR peut continuer à fonctionner.

Pression sur les médias

Pour que ce désagrément ne se reproduise plus, sur le CIR ou sur tout autre « crédit » subvention dont bénéficie Renault, il faut que les médias cessent de se mêler des affaires de nos entreprises. Pour cela il faut leur taper sur les doigts.

Le sénateur président de la commission d'enquête s'est donc fendu d'une lettre de remontrance au président de France2. Celui-ci a immédiatement convoqué **la journaliste responsable du reportage qui n'a eu aucun mal à se justifier**. Le président de France2 s'est engagé à demander aux sénateurs de respecter, si possible, la liberté de la presse.

Dans le même temps notre PDG, très à cheval sur la vérité (rappelons-nous son passage à TF1 à propos des preuves qu'il avait dans l'affaire d'espionnage de Renault), s'est empressé d'envoyer une lettre au CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel) pour lui demander de faire rentrer dans l'ordre (libéral) les journalistes d'investigations.

Qu'on se le dise ! Il préfère que le journalisme s'en tienne aux faits divers...

SUD persiste et signe

Il est clairement établi que ces crédits et subventions diverses sont un transfert d'argent public vers les entreprises. Si des TPE et PME peuvent en avoir besoin, ce n'est nullement le cas des grands groupes du CAC40 qui, comme RENAULT, utilisent cet argent pour gonfler leurs bénéfices.

Des profits qui sortent directement de la poche des contribuables et qui ne profiteront ni à nos emplois, ni à nos salaires et nos retraites, mais qui iront enrichir les hauts dirigeants et les actionnaires.

Cela doit cesser, mais la preuve est faite que nous ne pouvons pas compter sur le Sénat...